

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Secrétariat Général
Délégation Interrégionale Paris-Ile-de-France
Département Immobilier de Paris
1, Quai de la Corse
75181 Paris Cedex 4

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES (PRESTATIONS INTELLECTUELLES)

PASSÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES

(en application des articles L.2122-1 et R.2122-8 du Code de la Commande Publique)

N° de Marché :

Maître d'ouvrage :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Secrétariat général
Délégation Interrégionale Paris-Ile-de-France
Département Immobilier de Paris
1, Quai de la Corse
75181 Paris Cedex 4

Objet de la mission :

Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) **de catégorie 1** relative aux travaux de réhabilitation et de restructuration de la Cité judiciaire de Chartres (28)

Personne habilitée à donner les renseignements prévus au CCP :

Madame MONTAIN, Cheffe du Département Immobilier de Paris

Comptable public assignataire des paiements :

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Essonne

Destinataire des factures :

Ministère de la Justice – Département Immobilier de Paris – 1, quai de la Corse – 75181 PARIS Cedex 04 (dépôt sur le portail Chorus Pro)

Conditions du marché :

Imputation

Programme article 166

budgétaire :

Opération n° :

AM2 2024-D075-2

Mois m₀ :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mai 2026**.

SOMMAIRE

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES (PRESTATIONS INTELLECTUELLES)	1
PASSÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES.....	1
ARTICLE 1 – CONTRACTANT.....	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION – AUTORITÉ – MOYENS	6
ARTICLE 5 – PERSONNE(S) PHYSIQUE(S) DÉSIGNÉE(S) COMME COORDONNATEUR SPS	8
ARTICLE 6 – PRIX	9
ARTICLE 7 – PAIEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	9
ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE 9 – DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS POUR RETARD	11
ARTICLE 10 – CLAUSES TECHNIQUES.....	12
ARTICLE 11 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION	15
ARTICLE 12 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	15
ARTICLE 13 – RÉSILIATION DU MARCHÉ	15
ARTICLE 14 – ASSURANCES	15
ARTICLE 15 – CLAUSE DE RÉEXAMEN	15
ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	15
ANNEXE AU MARCHÉ	18
Décomposition du forfait initial de rémunération entre les éléments de mission.....	18

A remplir par le **coordonnateur SPS**

ARTICLE 1 – CONTRACTANT

Je soussigné(e), (*nom, prénom, qualité*)

Nom et prénom :	
Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
Agissant pour le nom et le compte de la Société : (<i>intitulé complet et forme juridique de la société</i>)	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :	

Après avoir pris connaissance du présent marché et des documents qui y sont mentionnés,

M'ENGAGE sans réserve en tant que contractant, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs dans les conditions ci-après définies qui constituent l'offre.

Cette offre ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée dans la lettre de consultation.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent marché et son annexe (décomposition du forfait initial de rémunération entre les éléments de mission) ;
- La fiche de présentation du projet ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La circulaire DRT n° 96-5 ministère du travail du 10 avril 1996 ;
- L'ensemble de la réglementation en vigueur applicable à la mission du présent marché ;
- L'article L. 111-23 et suivants du code de la construction et de l'habitat ;
- La norme NF P 03.100 de septembre 1995 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux :
 - annexe 1 : travaux de génie civil,
 - annexe 2 : travaux de bâtiment.

ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles relatif à l'exécution de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) de **catégorie 1** relative aux **travaux de réhabilitation et de restructuration de la Cité judiciaire de Chartres (28)**.

L'opération porte sur un ensemble immobilier composé de trois édifices :

- **Bâtiment A – Tribunal de Grande Instance** – Bâti du XIX^e siècle (1840), 5 niveaux, ERP 3^{ème} catégorie ;
- **Bâtiment C – Eurélium** – Édifice du XVIII^e siècle (1772), **inscrit aux Monuments Historiques**, 8 niveaux, ERP 3^{ème} catégorie ;(inclut les annexes)
- **Bâtiment B – Tribunal des enfants** – Construction de 1983, 5 niveaux, ERP 5^{ème} catégorie ;
- **Espaces extérieurs** – Parking et liaison entre les bâtiments.

Le niveau de compétence requis pour le coordonnateur de sécurité conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 est le **niveau 1** : aptitude à coordonner les opérations de **catégorie 1**.

Cette mission comporte deux phases :

- la phase de conception de l'ouvrage ;
- et la phase de réalisation des travaux.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, objet du présent marché, est exécutée dans le cadre des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, en particulier le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (Journal officiel du 29 décembre 1994). Le titulaire du marché est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à cette mission et pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

La (les) personne(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution de la mission, nommée(s) à l'article 5, est (sont) désignée(s) dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

3.2. Présentation du site

Le site et le périmètre d'intervention de l'opération sont présentés dans la fiche de présentation du projet annexée au présent marché.

Le coordonnateur SPS devra prendre en compte les contraintes particulières suivantes, inhérentes à l'opération :

– **Contraintes patrimoniales** : le bâtiment C (Eurélium), édifice du XVIII^e siècle, est inscrit aux Monuments Historiques. Cette protection impose des exigences spécifiques : reconstruction à l'identique de certains éléments, respect des modes constructifs d'origine, préservation des matériaux et techniques traditionnelles, conformité aux prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Les bâtiments A et B, bien que non protégés, présentent un caractère architectural remarquable lié à leur ancienneté et à leur implantation en secteur patrimonial protégé.

– **Cavités souterraines** : des diagnostics géotechniques ont révélé la présence de cavités souterraines au niveau des sous-sols de l'Eurélium. Des travaux de consolidation des sous-sols sont à prévoir afin de garantir la stabilité structurelle de l'édifice. Ces travaux présentent des risques spécifiques que le coordonnateur SPS devra intégrer dans le PGC.

– **Site occupé** : les travaux seront réalisés en site occupé avec maintien de l'activité judiciaire, contraintes de sûreté et nécessité d'interventions en horaires décalés pour certains essais et contrôles. Certains services de la juridiction font l'objet d'astreintes y compris les week-ends.

3.3. Présentation de l'opération

L'opération est présentée dans la fiche de présentation du projet annexée au présent marché.

Le coût prévisionnel des travaux est de **5 000 000 euros TTC (TVA 20 %)**.

La durée prévisionnelle des travaux est de **20 mois** comprenant la période de préparation de chantier.

3.4. Intervenants

3.4.1. Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est représenté par la Cheffe du Département Immobilier de Paris ou son représentant.

3.4.2. Maîtrise d'œuvre

Mandataire : Architecture Patrick MAUGER 33 avenue du Maine – 75015 Paris	Cotraitant : Architecture Aurélie Rouquette 9 avenue de Taillebourg – 75011 Paris
Cotraitant : COTEC 4 rue des Grilles – 93500 Pantin	Cotraitant : CASSO ET ASSOCIÉS Immeuble Le Valmy, 18 avenue Léon Gaumont – 75020 Paris
Cotraitant : TRIBU ÉNERGIE 140-142 rue du Chevaleret – 75013 Paris	Cotraitant : BATEXPERT 12 rue des Bâisseurs – 91560 Crosne
Cotraitant : GEOLIA 119 avenue René Morin – 91420 Morangis	Cotraitant : SYNACOUSTIQUE 212 rue David Johnston – 33000 Bordeaux

3.4.3. Contrôle technique

Le contrôleur technique est en cours de désignation.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION – AUTORITÉ – MOYENS

4.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le registre-journal de la coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, effondrement lié aux cavités souterraines...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier et informer sans délai le maître d'ouvrage. La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants de l'opération (entreprise et contrôleur technique notamment) est soumis au maître de l'ouvrage.

4.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

4.2.1. Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité et de sûreté du site et sous réserve des autorisations préalables nécessaires à l'accès de certaines zones.

4.2.2. Obligations du maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS, avant de les approuver, tous les éléments d'études relatifs aux études d'avant-projet et de projet de l'opération :

- le nom et les coordonnées de tout chef d'établissement ou responsable dont les activités interfèrent sur le chantier, en particulier pour les travaux de maintenance ;
- au fur et à mesure de leur désignation, le nom et la mission de chaque intervenant ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise, réunions auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

4.2.3. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier, et le nom des différents représentants d'entreprises

siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureau de contrôle technique, ...).

4.3. Conditions d'exécution

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs doit, en permanence, pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation de compétence de **niveau 1** requise par l'article R.4532-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur SPS. Le ou les suppléants désignés au sein de l'acte d'engagement ne remplaceront qu'occasionnellement le ou les coordonnateurs SPS en cas d'indisponibilité temporaire de ceux-ci, qui n'est pas du fait du titulaire et dans la limite des périodes légales de congés annuels.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du maître d'ouvrage et doit présenter une expérience et des références équivalentes à celles du coordonnateur initialement désigné.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier tiret de l'article 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du représentant du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du maître de l'ouvrage ;
- si le représentant du maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. À défaut ou si le représentant du maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS ou, à défaut, le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 10 jours à compter de la demande du représentant du maître d'ouvrage.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne

exécution de sa mission. À la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission et notamment une copie des nouveaux éléments du registre-journal.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du registre-journal de la coordination et du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sont consultables dans le local désigné comme salle de réunion ou, à défaut, au département immobilier de Paris.

S'agissant d'une opération de catégorie 1, le coordonnateur SPS est chargé de constituer, présider et animer le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) conformément aux articles R.4532-77 à R.4532-94 du code du travail. Le CISSCT se réunit au moins tous les trois mois et à chaque fois que le coordonnateur SPS l'estime nécessaire. Le coordonnateur SPS en assure le secrétariat, rédige les procès-verbaux et veille à la mise en œuvre des décisions prises.

ARTICLE 5 – PERSONNE(S) PHYSIQUE(S) DÉSIGNÉE(S) COMME COORDONNATEUR SPS

5.1 – Pour la coordination de conception du projet

TITULAIRE :

Madame /

Monsieur :

Adresse :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :

.....

SUPPLÉANT :

Madame /

Monsieur :

Adresse :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :

.....

5.2 – Pour la coordination des phases travaux

TITULAIRE :

Madame /

Monsieur :

Adresse :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :

.....

SUPPLÉANT :

Madame /

Monsieur :

Adresse :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :
.....

ARTICLE 6 – PRIX

Les prestations de la présente mission sont conclues à prix fermes non actualisables. Elles sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire égal à :

A – Évaluation des prestations

Montant hors TVA :€

Montant de la TVA au taux de 20 % :€

Montant TVA incluse :€

B – Prix des prestations complémentaires éventuelles par mois de travaux supplémentaire

Montant hors TVA :€

Montant de la TVA au taux de 20 % :€

Montant TVA incluse :€

Ce prix est réputé comprendre tous les frais afférents à l'exécution de la mission ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation.

La décomposition du forfait de rémunération par élément de mission figure en annexe 1.

ARTICLE 7 – PAIEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

7.1. Acomptes

7.1.1. Fractionnement de la rémunération par référence aux phases

La fraction de la rémunération relative à chaque phase de la mission est fixée dans le tableau ci-après :

1. Phase Conception

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte	Date d'exigibilité
Plan général de coordination (PGC)	100 %	Exigible à compter de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du PGC
Dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO)	100 %	Exigible à compter de l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du DIUO initial
Registre-journal de coordination (RJC)	100 %	Exigible à compter de l'ouverture du RJC

2. Phase Travaux

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte	Date d'exigibilité
Inspection préalable avec les entreprises	100 %/N	À l'avancement des travaux
Collecte et harmonisation des PPSPS – Mise à jour du PGC	100 %	À la validation du dernier PPSPS et après mise à jour du PGC
Tenue du RJC	100 %/N	À l'avancement des travaux
Mise à jour et remise du DIUO	100 %	Exigible à la réception du DIUO final
Constitution, animation et secrétariat du CISSCT	100 %/N	À l'avancement des travaux
Coordination générale : présence aux réunions de chantier et de pilotage, visites de contrôle et toute intervention pour le respect des mesures de sécurité	100 %/N	À l'avancement des travaux

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte	Date d'exigibilité
et de protection de la santé des travailleurs, avis sur documents...		

Présentation des demandes de paiement - EDIFLEX :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques via la plateforme de gestion EDIFLEX en proposant son avancement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- IDENTIFIANT DE LA STRUCTURE PUBLIQUE (SIRET) : 13000509300013

7.3 MODALITES DE REGLEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 8 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

8.1 – Modalités de règlement

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte portant les références suivantes :

Dénomination sociale exacte du titulaire du

compte :

Domiciliation :

.....

Code Banque : Code

Guichet :

N° de

Compte :

.....

Code

IBAN :

.....

Le titulaire joindra un RIB et un extrait Kbis au présent marché.

8.2 – TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

ARTICLE 9 – DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS POUR RETARD

9.1. Durée du marché

La durée du présent marché est comprise entre sa date de notification et la décision de réception des prestations.

Les délais d'exécution seront calculés selon les indications de l'article 3.2 du CCAG-PI sauf indications contraires dans le présent marché.

9.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution de chaque élément de mission sont :

Définition de la mission	Délais	À compter :
Établissement du PGC	7 jours	de la réception du projet par le coordonnateur SPS
Remise du DIUO partiel	15 jours	de la réception du projet par le coordonnateur SPS
Organisation de la visite préalable du chantier avec l'entreprise	15 jours ou au plus tard une semaine avant la première intervention de l'entreprise	de la notification de l'OS prescrivant le début de l'exécution des travaux
Avis et synthèse des PPSPS	7 jours et au plus tard avant l'intervention de 2 entreprises différentes	de la réception des PPSPS par le coordonnateur SPS
Diffusion aux entreprises de la synthèse des PPSPS et des mises à jour du PGC	7 jours	de la réception des documents par le maître d'ouvrage
Constitution du CISSCT	21 jours	de la notification de l'OS prescrivant le début des travaux
Remise du DIUO définitif	30 jours	de la réception des travaux et des DOE
Remise d'une copie du registre-journal	3 jours	de la réception de la demande du maître d'ouvrage
Remise d'une copie complète du registre-journal	Jointe à la facture finale	

9.3. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

- les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants ;
- les pénalités suivantes sont applicables :

9.3.1. Pénalités de retard applicables à la phase « conception »

En cas de retard constaté dans la remise du PGC, des avis ou des sujétions afférentes à la mise en place des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales au niveau du DCE, du DIUO partiel, le coordonnateur SPS subira, sur ses créances, une pénalité d'un montant de **200 € HT** par jour calendaire de retard.

9.3.2. Pénalités de retard applicables à la phase « réalisation »

En cas de retard constaté dans la remise des avis et de la synthèse des PPSPS, dans la diffusion des mises à jour du PGC, dans la remise du DIUO et du registre-journal, le coordonnateur SPS subira, sur ses créances, une pénalité d'un montant de **200 € HT** par jour calendaire de retard.

En cas d'absence injustifiée aux réunions de chantier, le coordonnateur SPS subira, sur ses créances, une pénalité forfaitaire d'un montant de **250 € HT** par réunion manquée.

En cas de non-tenu ou de retard dans l'organisation des réunions du CISSCT, le coordonnateur SPS subira, sur ses créances, une pénalité forfaitaire d'un montant de **250 € HT** par manquement.

9.3.3. Autres pénalités de retard

En ce qui concerne les avis et observations du coordonnateur SPS sur les documents qui lui seront remis en cours d'opération, le titulaire disposera d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter du jour de la remise effective des documents pour adresser son avis. En cas de retard, le coordonnateur SPS subira une pénalité de **200 € HT** par jour calendaire de retard.

Pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS subira une pénalité forfaitaire de **250 € HT** par réunion manquée.

9.4. Délais d'approbation des documents par le maître de l'ouvrage

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur (RA) des prestations conformes aux prescriptions du marché. Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le titulaire envoie par courrier avec accusé de réception une mise en demeure au RA.

Si dans un nouveau délai de deux mois à compter de la mise en demeure, aucune décision n'est notifiée au titulaire, alors la prestation est considérée comme admise (admission tacite).

ARTICLE 10 – CLAUSES TECHNIQUES

10.1. Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention définis par le code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent marché.

10.2. Risques spécifiques liés à l'opération

Le coordonnateur SPS devra porter une attention particulière aux risques suivants, spécifiques à l'opération :

- **Risques liés aux cavités souterraines et à la consolidation des sous-sols** : travaux de confortement en sous-sol, risques d'effondrement, interventions en espace confiné ;
- **Risques liés au caractère patrimonial des bâtiments** : travaux de reconstruction à l'identique sur le bâtiment inscrit aux Monuments Historiques, techniques constructives traditionnelles, présence de matériaux anciens (plomb, amiante à vérifier) ;
- **Risques liés au site occupé** : co-activité entre les travaux et l'activité judiciaire, gestion des flux de personnes (justiciables, magistrats, fonctionnaires), sûreté du site ;
- **Risques liés à la présence de champignon lignivore** (Polypore des caves) dans l'annexe de l'Eurélium, nécessitant un traitement spécifique avec protections appropriées ;
- **Travaux en hauteur** : interventions sur les toitures et charpentes dégradées de l'ensemble des bâtiments.

10.3. Décomposition de la mission en phase conception

10.3.1. Modalités pratiques de coopération

Sept jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants.

10.3.2. Registre-Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-11 à R.4532-16 du code du travail, le coordonnateur SPS ouvre le registre-journal de la coordination (RJC). Ce dernier se présente comme un cahier à pages numérotées dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique tous les événements liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Au plus tard à la fin de chaque mois, le coordonnateur SPS transmet au maître d'ouvrage les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

10.3.3. Interfaces avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14-1° du code du travail. Le coordonnateur SPS propose les mesures à prendre pour tenir compte des activités de la juridiction et les insère dans le PGC.

10.3.4. Plan Général de Coordination (PGC)

Son cadre est défini par l'article R.4532-52 du code du travail. Il porte également sur les mesures prévues par le code du travail. Le PGC devra intégrer les contraintes spécifiques liées au site occupé, aux travaux en bâtiment inscrit aux Monuments Historiques et aux travaux de consolidation des sous-sols.

10.3.5. Accès au chantier

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGC les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, en prenant en considération les contraintes d'accès propres à la juridiction.

10.3.6. Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)

Son cadre est défini par l'article R.4532-95 du code du travail. Le DIUO sera élaboré sous forme de « fiche par nature d'interventions » pour sa partie recommandations spécifiques.

10.3.7. Mesures de sécurité du chantier

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales.

10.3.8. Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jour calendaire, à compter de la réception de chaque document d'étude, pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

10.3.9. Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

10.3.10. Analyse des offres

Le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres effectuée par le maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

10.4. Décomposition de la mission en phase réalisation

10.4.1. Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises la coordination de leurs activités simultanées ou successives. Il procède à une inspection commune avec chaque entreprise préalablement à son intervention.

10.4.2. Application des mesures de coordination

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

10.4.3. Plan général de coordination (PGC)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier. Il harmonise et intègre dans le PGC les PPSPS au fur et à mesure de leur élaboration.

10.4.4. Registre-journal de la coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 du code du travail. Une copie du RJC est mise à jour chaque semaine et est consultable par l'ensemble des intervenants.

10.4.5. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

S'agissant d'une opération de catégorie 1, la constitution d'un CISSCT est obligatoire conformément aux articles R.4532-77 à R.4532-94 du code du travail. Le coordonnateur SPS :

- constitue le CISSCT dès que deux entreprises au moins sont présentes sur le chantier ;
- en assure la présidence et le secrétariat ;
- convoque les réunions au moins tous les trois mois et à chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou à la demande de la majorité des représentants des salariés ;
- rédige les procès-verbaux et les transmet au maître d'ouvrage ;
- veille à la mise en œuvre des décisions prises.

10.4.6. Déclaration préalable

Le coordonnateur établira pour le compte du maître d'ouvrage la déclaration préalable à l'ouverture du chantier.

10.4.7. Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Le DIUO définitif sera établi dans un délai de 30 jours à partir de la remise des DOE.

10.4.8. Accès au chantier

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

10.4.9. Interférences avec les activités d'exploitation

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de la juridiction pendant les travaux.

10.4.10. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tous documents d'exécution qu'il estime nécessaire.

10.5. Présentation des documents

Les documents à fournir par le coordonnateur SPS seront remis au maître d'ouvrage en version informatique et en version papier si nécessaire. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction.

ARTICLE 11 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission.

La décision d'arrêter les prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La prestation du coordonnateur SPS s'achève à la plus tardive des deux dates suivantes :

- la date de remise du DIUO définitif au maître d'ouvrage ;
- la date de levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RA dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI. En cas de non-renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du coordonnateur SPS, le marché sera résilié sans indemnité.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le coordonnateur SPS déclare être titulaire des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après les travaux.

Attestations : Le coordonnateur SPS devra joindre à son offre une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Sur simple demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances.

ARTICLE 15 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-PI, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une augmentation de son forfait de rémunération, au seul motif d'une prolongation de délai d'exécution des travaux, dès lors que ce délai reste strictement inférieur à 25 % du délai d'exécution initialement prévu. Dans le cas où l'augmentation est supérieure à 25 %, le maître de l'ouvrage pourra conclure un avenant selon le montant indiqué à l'article 6 option B.

ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI

- L'article 2 du marché déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI ;

- L'article 4.3 du marché déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI ;
- L'article 9.3 du marché déroge à l'article 14 du CCAG-PI ;
- L'article 15 du marché déroge à l'article 25 du CCAG-PI.

Fait en un seul original,

À, le

Le titulaire

(cachet et signature)

ACCEPTATION DE L'OFFRE

La personne habilitée à signer le marché accepte la présente offre.

À, le

NOTIFICATION DU MARCHÉ

- Par voie postale, date de signature par le titulaire de l'accusé de réception de la notification du marché.
- Par remise en mains propres au titulaire

À, le

Cachet et signature du titulaire

ANNEXE AU MARCHÉ

DECOMPOSITION DU FORFAIT INITIAL DE REMUNERATION ENTRE LES ELEMENTS DE MISSION

À remplir par le coordonnateur SPS. Les montants sont exprimés en euros HT.

1. Phase Conception

Élément de mission	Temps passé (en heures)	Coût total (€ HT)	TVA (20 %)	Montant total (€ TTC)
Plan général de coordination (PGC)				
Dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO)				
Registre-journal de coordination (RJC)				
Sous-total 1. (Phase conception)				

2. Phase Travaux

Élément de mission	Temps passé (en heures)	Coût total (€ HT)	TVA (20 %)	Montant total (€ TTC)
Inspection préalable avec les entreprises				
Collecte et harmonisation des PPSPS – Mise à jour du PGC				
Tenue du RJC				
Mise à jour et remise du DIUO				
Constitution, animation et secrétariat du CISSCT				
Coordination générale : présence aux réunions de chantier et de pilotage, visites de contrôle et toute intervention pour le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, avis sur documents...				
Sous-total 2. (Phase travaux)				
TOTAL PHASES 1 et 2				

À le

LE TITULAIRE

(Signature et cachet société)